

DEPARTEMENT : **Du RHÔNE**
ARRONDISSEMENT DE : **LYON**
CANTON DE : **St SYMPHORIEN-SUR-COISE**
COMMUNE DE : **COISE**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : 20/09/2018

Compte rendu affiché le : 27/09/2018

Date de convocation : 15/09/2018

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : 15

Président : Philippe BONNIER, Maire

Secrétaire élu : SOUBEYRAND Guillaume

Étaient présents : BONNIER Philippe, GUINAND Joël, VERICEL Christiane, MURIGNEUX Pascal, GREGOIRE Franck, GUYOT Chantal, MURIGNEUX Eliane, PLUVY Sylvie, DURAND Adeline, MOULIN Amaël, SOUBEYRAND Guillaume, BERNE Simone, FAYOLLE Thierry

Étaient excusés : BONY Hervé et VILLE Laurent

N° 09.09.18

OBJET : PRESCRIPTION DE LA MISE EN REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE COISE

Monsieur le Maire a informé que le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de COISE a été approuvé le 14/06/2007, et modifié en 2014.

Il explique que le SCOT des Monts du Lyonnais a été approuvé le 11 octobre 2016 et que la commune de COISE avait trois ans pour mettre son PLU en conformité avec le SCOT.

Aujourd'hui, le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de COISE ne correspond plus aux exigences actuelles de l'aménagement de la commune :

- * Maîtriser l'urbanisation qui sera centrée en grande partie sur le Centre bourg et la possibilité de quelques constructions aux hameaux de la Chazotte (conformément au SCOT), en assurant un développement cohérent et durable, respectueux de l'environnement, favorisant la mixité générationnelle ;
- * Préserver l'avenir de la profession agricole en protégeant l'agriculture, tout en permettant de changer l'affectation des bâtiments agricoles restant vacants suite à l'arrêt de l'activité si ces bâtiments présentent un intérêt architectural et patrimonial ;
- * Développer l'emploi local en favorisant les évolutions des activités existantes et l'accueil de nouvelles activités ;
- * Préserver l'artisanat et les commerces ;
- * Maintenir un taux de croissance acceptable pour la commune, en conformité avec le schéma de cohérence territoriale (SCOT).
- * Mettre le PLU en conformité avec le SCOT et intégrer les lois Grenelles ;
- * Réviser les règlements des différentes zones en accord avec les nouvelles lois sur l'urbanisme et prescriptions du SCOT, et la volonté de la municipalité ;

L'article L153-33 du Code de l'urbanisme prévoit que la révision doit être effectuée selon les modalités définies aux articles L.153-11 à L.153-26 du Code de l'Urbanisme.

L'initiative de la révision revient au Conseil Municipal qui doit délibérer pour prescrire la révision du PLU.

Il conviendra de définir un nouveau Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), élément fondamental du PLU, qui exposera le projet global de la commune, et dont les orientations générales seront débattues au sein du conseil municipal, conformément à l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire explique que les modalités de concertation devront être définies, conformément à l'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme, afin d'assurer l'information du public, le recueil de ses observations et un échange contradictoire avec la population.

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-31 et suivants, L.153-11 et suivants, L.103-2 et suivants ;

Vu la loi pour l'Accès au logement et urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 ;

Vu le code général des Collectivités territoriales ;

Vu le SCOT des Monts du Lyonnais approuvé le 11 octobre 2016 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aveize approuvé le 19 mars 2009, modifié en 2011 et 2016 ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après avoir délibéré, et à l'unanimité**

1 ~ DÉCIDE de prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire de la commune de COISE, conformément aux articles L.153.31 et suivants et R.153-11 et suivants du Code de l'Urbanisme

2 ~ DÉCIDE de fixer les modalités de concertation, en application de l'article L103-3 du Code de l'Urbanisme de la façon suivante :

- * Mise à disposition du public en mairie, des documents ou études validés par le Comité de Pilotage, dès la publication de la présente délibération et ce, jusqu'à l'arrêt du projet de PLU, ainsi que d'un cahier destiné à recueillir ses observations et suggestions.
- * Publication dans le bulletin d'informations municipales des orientations validées par le Conseil municipal sur la définition du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.
- * Mise à disposition durant 1 mois à la mairie, de la version d'étude du Plan Local d'Urbanisme de la commune avant qu'il ne soit arrêté par le Conseil municipal.
- * Tenue de réunions publiques dont les lieux et dates seront notamment portés à la connaissance du public par différentes sources locales d'informations (affichage, voie de presse, etc.).

3 ~ DIT que les moyens donnés au public pour s'exprimer seront :

La mise à disposition d'un cahier de concertation en Mairie, les réunions publiques, les courriers au Maire.

4 ~ DÉCIDE de solliciter l'Etat conformément à l'article L 132-15 du Code de l'Urbanisme pour qu'une compensation soit allouée à la commune pour couvrir les frais d'études et d'établissement des documents liés à la révision des PLU.

5 ~ DÉCIDE de demander à l'autorité administrative compétente de l'État qu'elle porte à la connaissance de la Commune les éléments mentionnés à l'article L.132-2 du Code de l'Urbanisme

6 ~ DÉCIDE d'associer les services de l'État à cette révision, conformément aux dispositions de l'article L132-10 du code de l'urbanisme

7 ~ AUTORISE Monsieur le Maire à lancer la consultation permettant le choix d'un bureau d'étude chargé d'accompagner la réalisation du PLU,

8 ~ AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services nécessaire à la révision du PLU.

9 ~ PRÉCISE que les crédits nécessaires au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget communal à l'article 202.

10 ~ PRÉCISE que la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du code de l'urbanisme.

11 ~ MENTIONNE que la présente délibération sera par ailleurs transmise aux Maires des communes limitrophes (Chatelus, Larajasse, Saint Denis-sur-Coise, Saint Symphorien-sur-Coise).

12 ~ PRÉCISE que conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un délai d'un mois et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

13 ~ Recours : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat,

14 ~ CHARGE Monsieur le Maire de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération.
Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits. Et, ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,
Philippe BONNIER.



